

L'ONU salue les efforts du Burundi pour réduire les émissions de gaz à effet de serre

ONU Climat infos, 20 février 2023 Le Burundi, le Pakistan, le Vanuatu et le Mexique font état de progrès en matière d'action climatique. Quatre pays en développement - le Burundi, le Pakistan, le Vanuatu et le Mexique - déploient des efforts considérables pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, démontrant ainsi qu'une action efficace en faveur du climat est possible et qu'elle peut être renforcée par un soutien financier, technique et de renforcement des capacités adéquat.

Telle est la principale conclusion d'une analyse technique des rapports d'actualisation bisannuels (BUR) réalisés au début de l'année. Ces BUR, qui sont soumis par les pays en développement au secrétariat de l'ONU Climat, comprennent l'état des émissions de gaz à effet de serre d'un pays et des informations sur la manière dont le pays réduit ses émissions, ainsi que des informations sur le soutien nécessaire et requis. Les rapports sur les actions climatiques sont essentiels pour garantir la responsabilité des gouvernements et soutenir les progrès collectifs vers la réalisation de l'objectif de l'Accord de Paris, qui consiste à limiter le réchauffement de la planète à un niveau aussi proche que possible de 1,5 degré Celsius par rapport à l'ère préindustrielle. Les principales actions en faveur du climat décrites dans les rapports vont du développement de sources d'énergie renouvelables à la gestion durable des forêts, en passant par le reboisement et la gestion communautaire, la gestion des déchets et l'élaboration de politiques pertinentes. Les quatre pays en développement ont déployé des efforts considérables dans le secteur de l'énergie pour accroître la part des sources renouvelables dans leur bouquet énergétique. En voici quelques exemples : D'ici 2030, le Vanuatu souhaite passer à 100% d'énergies renouvelables pour sa production d'énergie, en faisant appel à l'énergie solaire, éolienne et hydraulique. Le Mexique entend produire 35% de son électricité à partir de sources d'énergie propres d'ici 2024. Le Burundi prévoit de fournir des fourneaux propres et efficaces à 311 000 ménages, d'électrifier 800 écoles et centres de santé et d'installer 58 mini-réseaux électriques dans les communautés rurales entre 2020 et 2026. Le Pakistan introduit de nouvelles normes d'efficacité énergétique et d'étiquetage pour réduire la consommation d'énergie. Les pays ont également présenté des actions et des ambitions importantes dans le secteur de la foresterie et de l'aménagement du territoire. Par exemple : Le Burundi vise à augmenter sa superficie totale de couverture forestière de 20% d'ici 2025. Le Mexique, grâce à ses programmes nationaux sur la gestion communautaire des forêts et le paiement des services environnementaux, a aussi réduit d'environ 40 Mt de CO₂ les émissions entre 2018 et 2020 en réduisant la déforestation et en augmentant les stocks de carbone forestier. Le Pakistan a également l'intention d'augmenter la couverture forestière par le boisement et a reboisé environ 100 000 hectares entre 2009 et 2013. Les pays doivent bénéficier d'un soutien accru pour relever leurs ambitions. Bien que ces exemples soient inspirants, il reste encore beaucoup à faire à l'échelle mondiale pour mettre le monde sur la voie de la réduction des émissions. Les pays qui ont soumis leur BUR ont tous exprimé leur besoin de ressources financières, de soutien technique et technologique ainsi que de renforcement des capacités pour intensifier leurs actions. Au cours de l'analyse technique, l'équipe d'experts techniques, en consultation avec les experts gouvernementaux, a identifié des mesures de renforcement des capacités qui contribueront à accroître la transparence des futurs rapports et à faciliter la transition de ces pays vers le cadre de transparence renforcée prévu par l'accord de Paris. Ces mesures comprenaient l'amélioration de la capacité des experts nationaux à collecter des données climatiques pertinentes - par exemple en les aidant à élaborer des normes de collecte de données auprès des secteurs privé et public. En outre, le renforcement des capacités a été proposé pour l'utilisation de méthodes plus robustes pour les inventaires de gaz à effet de serre, et de facteurs d'émission spécifiques à chaque pays.